



GT ARMÉE

JUSO JS GS

Papier de position de la JS Suisse sur l'armée

Papier de position du GT Armée de la JS Suisse, adopté par l'assemblée des délégué-e-s le 17 décembre à Zürich

Auteurs

Patrick Angele

Arnaud Bouverat

Marcel Budmiger

Andreas Cassee

Thomas Cassee

Timothée Cuénod

Jonas Jenni

Jonas Stillhard

Arnaud Thiéry

Table des matières	Page
1. Introduction	3
2. L'armée vue par les autres	4
3. Coûts de l'armée et situation de menace	5
4. L'obligation de servir et la liberté de choix	6
5. En finir avec l'entraînement inutile et le gaspillage du matériel	7
6. Le service civil	8
7. L'armée n'a rien à faire dans le secours en cas de catastrophes	9
8. Engagements pour la « sécurité intérieure »	10
9. Une politique étrangère pacifiste	11
10. L'armée et l'économie	11
11. Conclusion	12
12. Revendications	13

1. Introduction

L'armée suisse est en crise. Pour autant que l'on puisse se la représenter, il n'y a aucun ennemi en vue. A une époque sans aucune menace militaire, mais en des temps de politique de démantèlement néolibéral extrêmement dur, de grandes parties de la population ne voient plus aucune raison de dépenser en vain de gigantesques sommes d'argent.

Alors que, du temps de la guerre froide, les bourgeois faisaient adopter toutes les dépenses militaires par un parlement totalement obéissant, et décrédibilisaient les critiques de gauche les plus ténues en les faisant passer pour contraires aux intérêts du pays et subversives, la constellation politique globale s'est aujourd'hui complexifiée. Le camp bourgeois est actuellement profondément divisé sur de nombreuses questions de politique de sécurité, en particulier lorsqu'il s'agit de professionnalisation ou d'engagements de l'armée à l'étranger. Contrairement à ce qui se passait auparavant, les bourgeois ne peuvent plus donner de réponses claires à la question : pourquoi faut-il une armée et que va-t-on en faire à long terme ?

De ce fait, le poids politique de la gauche s'est renforcé sur les questions relatives à l'armée. L'armée suisse, avec ses missions, n'est plus une « vache sacrée » et elle doit aussi économiser. Mais comme auparavant, l'armée suisse coûte à l'Etat, aux entreprises et aux recrues dix milliards de francs par an. Pour ces raisons, le démantèlement de l'armée doit se poursuivre. Car nous ne voulons pas de réformes ou d'une modernisation de l'armée suisse, mais sa suppression. Nous soutiendrons tous les pas dans cette direction.

Un autre thème est le service civil : celui que accomplit aujourd'hui son service civil doit, en comparaison avec une recrue, accomplir une fois et demie la durée du service. La discrimination des civilistes doit cesser, et la considération de leur travail doit croître.

Le Conseil fédéral, les hauts fonctionnaires du Département fédéral de la défense, la protection de la population et des sports (DDPS) et la tête de l'armée ont reconnu le problème principal en matière de politique de sécurité : si elle n'obtient pas de nouvelles tâches, l'armée ne pourra à l'avenir plus justifier son existence. C'est ainsi que les militaires espèrent obtenir de nouvelles tâches grâce à des engagements à l'interne – en particulier pour la « sécurité intérieure ». Il y a de plus des forces politiques qui demandent que l'armée suisse soit engagée à l'étranger, que ce soit dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » ou pour des opérations de « maintien de la paix ». Cependant ces deux tendances – que la JS Suisse refuse catégoriquement – ne peuvent pas nous tromper sur le fait que l'armée est un modèle qui s'écroule et sera, espérons-le, prochainement aboli.

Dans ce papier de position, la JS Suisse exprime ses positions critiques face à l'armée. Ce papier n'est pas en dernier lieu conçu comme une réaction à un papier du Parti socialiste suisse du printemps 2005 qui prévoit certes un démantèlement de l'armée, mais qui veut dans le même temps la moderniser et la rendre apte à des engagements à l'étranger. De ce fait, l'armée gagnerait une nouvelle légitimité; elle serait soudain de nouveau « utile ». Une chose est au moins claire : la Suisse n'a pas besoin d'armée. Les quelques rares tâches effectivement utiles que l'armée remplit – en ce qui concerne par exemple le secours en cas de catastrophes –

pourraient tout aussi bien être accomplies par des instances civiles. Les régions qui dépendent aujourd'hui encore fortement des activités militaires pourront être aidées par un programme d'investissements publics ciblés. Ces régions pourront ainsi se rendre, sans perte de places de travail, indépendantes de l'armée. L'abolition de l'armée vaut enfin également pour les engagements (planifiés) à l'étrangers : les autres pays également ne doivent pas « profiter » de la présence de l'armée suisse.

2. L'armée vue par les autres

Il existe en Suisse, à la tête de l'armée, au Département de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) et dans une partie du camp bourgeois (en particulier au PRD et une partie du PDC) des forces pour qui l'obligation de servir et la neutralité deviennent toujours plus agaçante, car l'armée est dans son état actuel inutilisable pour une politique extérieure agressive. Ils savent que l'armée suisse ne sera pas professionnalisée et la neutralité abolie d'un coup; ils tentent donc d'agir par étapes: extension des forces aériennes (achat planifié d'hélicoptères de combat, achat d'avions de transport), réduction progressive des effectifs de l'armée, augmentation du nombre de professionnels dans l'armée, réduction de la durée du service obligatoire, et dans le même temps, augmentation du nombre de soldats temporaires, qui ont en partie été engagés dans le cadre du « partenariat de l'OTAN pour la paix » au Kosovo. Le but de ces transformations n'est pas le désarmement de la Suisse mais la modernisation de la force de combat, dans le but de la rendre efficace pour des engagements au niveau international. De cette manière, l'armée suisse, devenue depuis longtemps inutile, devrait acquérir une nouvelle légitimation. Si cette stratégie est appliquée de manière conséquente ces prochaines années, les dépenses d'armement devraient baisser dans un premier temps, puis repartir à la hausse.

D'un autre côté la majeure partie des parlementaires UDC et la quasi-totalité de leurs membres et base électorale contestent la restructuration de l'armée. L'UDC exploite le folklore militaire : elle veut en revenir à l'armée suisse des années 60, dont la tâche principale était la défense du territoire. L'UDC ne veut pas de militarisation vers l'extérieur, car elle en veut une à l'interne. La Suisse doit redevenir plus militaire et ainsi plus patriarcale. La défense spirituelle du territoire et l'idée du réduit doivent redevenir l'idéologie dominante. L'UDC parvient ainsi parfaitement à s'adresser aux retraités aux manières conservatrices. L'UDC se profile en outre en gardienne de la neutralité et en opposante à une politique extérieure impérialiste. De cette manière, elle arrive à être populaire avec sa politique militaire et à s'adresser à des cercles qui dépassent de loin sa base électorale, et même à la jeune génération.

Le parti socialiste se positionne, avec ses positions généralement favorables au désarmement, au centre de l'échiquier politique, ce qui lui donne un rôle d'arbitre dans la confrontation sur l'armée interne à la bourgeoise. Certes, ses positions pour une politique pacifiste et de désarmement ne sont pas en mesure de réunir une majorité, mais il peut fortement participer à l'élaboration du futur de l'armée suisse. Son problème est le suivant : il n'est unie sur les questions militaires que pour exprimer ce qu'il rejette: pas de réduit national, pas de chars ni d'hélicoptères de combat, et pas de professionnalisation totale de l'armée. Les socialistes ne sont cependant pas unis sur les questions essentielles. Les experts « officiels » du parti en matière de politique de sécurité ont tendance à tomber sur les questions militaires dans un réflexe « anti-UDC ». Puisque l'UDC tient à une neutralité permanente, le

PS considère la neutralité comme dépassée et soutient à certaines conditions des engagements de l'armée suisse à l'étranger; une majorité du parti voit l'engagement au Kosovo comme un « acte de solidarité internationale ». Le centre du parti questions militaires est par contre conscient du danger représenté par une professionnalisation totale de l'armée, et propose à la place une professionnalisation partielle; l'obligation de servir devrait être abolie et remplacée par une armée composée de soldats volontaires et engagés sur une durée déterminée. Dans le même temps, l'aile social-libérale du PS est totalement sur la ligne du DDPS. Elle veut liquider la neutralité et vote au parlement pour l'achat d'avions de transport, par exemple. Elle n'exprime que peu de réserves contre des engagements armés à l'étranger, qu'elle saluerait comme une forme « d'ouverture » de la Suisse.

La JS Suisse refuse le concept officiel du PS; une armée composée de soldats engagés pour une durée déterminée et surtout de volontaires représenterait un grand danger pour la démocratie. L'armée se développerait encore plus comme un « état dans l'Etat ». Des engagements militaires répressifs à l'interne (par exemple lors de manifestations) pourraient être menés avec une plus grande dureté qu'aujourd'hui. L'application du concept du PS n'empêcherait aucune militarisation à l'interne. Cette armée serait aussi parfaitement utilisable pour des engagements à l'étranger.

3. Coûts de l'armée et situation de menace

En plus des coûts que le Conseil fédéral déclare annuellement dans les comptes de l'Etat pour le poste armée, s'ajoutent 400 millions de francs que les cantons et les communes engagent chaque année dans l'armée et la protection civile. S'ajoute encore presque un milliard de francs dépensés en assurances sociales, dans les assurances pertes de gain et l'assurance militaire. Viennent encore là-dessus plusieurs milliards de contribution en perte de production que les entrepreneurs privés et l'économie ménagère paient à cause de l'obligation de servir et d'autres obligations militaires légales. Celles-ci sont estimées à 4 milliards de francs.

Les coûts de la défense du territoire se montent ainsi chaque année à 10 milliards de francs. C'est le double de ce que le Conseil fédéral déclare. Cet argent serait, selon la JS, mieux investi ailleurs. 10 milliards sont gaspillés dans une institution qui n'a plus aucun sens. Il n'existe aucune menace militaire réelle à laquelle notre armée devrait se confronter. En effet, au milieu de l'Europe, entourée d'Etats membres de l'UE, il est ridicule de croire que la Suisse serait attaquée par un Etat avec des chars et autres moyens militaires. Le DDPS l'a aussi remarqué et doit, par des nouveaux domaines d'intervention, donner une nouvelle légitimation à l'armée. Ceci se remarque par les tendances claires du DDPS d'augmenter sa collaboration militaire à l'étranger avec l'OTAN et avec une UE de plus en plus militariste. D'autres exemples de recherche d'une nouvelle légitimité pour l'armée seront traités dans les chapitres suivants.

Grâce à une réduction de la durée du service, les moyens de l'assurance perte de gain (APG) s'apprécieraient. On pourrait ainsi augmenter les contributions aux soldats, civilistes et personnes engagés à la protection civile ainsi que les prestations de l'assurance maternité. L'armée ne doit plus remplir aucun engagement interne, mais être réduite à une institution de formation.

4. L'obligation de servir et la liberté de choix

Toutes les armées des Etats bourgeois se sont historiquement constituées comme des armées avec une obligation générale de servir. Contrairement aux armées professionnelles des états féodaux, toute la populations (respectivement la moitié) devait participer à la défense du pays, rendant possible l'existence d'une armée libre représentant les intérêts sociaux. Bien entendu, la force de combat restait contrainte, dans les états bourgeois, à la défense des intérêts de la classe dominante, puisque les officiers provenaient en majorité de la bourgeoisie.

Mais l'obligation générale de servir a été, dans les dernières décennies, de moins en moins utilisable comme instrument de défense des intérêts de la bourgeoisie à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Une armée composée de personnes provenant de toutes les couches de la populations, de personnes qui possèdent des intérêts sociaux en dehors de l'appareil militaire, ne sont depuis longtemps plus formatés, comme les soldats de métier, pour appliquer les intérêts de la bourgeoisie dans les autres régions du monde et encore moins à agir comme dernier rempart contre des mouvements sociaux à l'intérieur du pays. C'est pourquoi l'obligation de servir a perdu et perd encore de son crédit dans la bourgeoisie. Dans les pays exerçant une politique impérialiste agressive, elle n'est plus utilisée. Ceci a aussi à voir avec le fait que les Etats qui on tune armée professionnelle sans obligation de servir (entre autres les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France) dépensent proportionnellement plus pour l'armement que les autres Etats.

Les hautes dépenses d'armement pour des armées petites mais techniquement très équipées et le refus d'une politique militaire agressive sont les raisons pour lesquelles la majeure partie de la gauche politique refuse une professionnalisation totale de l'armée suisse.

Le Parti socialiste suisse demande officiellement une professionnalisation partielle de l'armée suisse; l'obligation de servir doit être abolie et remplacée par une armée composée en premier lieu de soldats engagés à durée déterminée et de soldats de milice volontaire. La JS se montre critique face à une telle professionnalisation partielle, et ceci pour les raisons suivantes:

- Pour l'instant, l'armée se trouve, dans sa forme actuelle, dans un processus de démantèlement partiel. Le remplacement de l'obligation générale de servir par une armée mixte, composée de miliciens volontaires et de soldats engagés à durée déterminée, peut certes conduire à court terme à une réduction des dépenses militaires. Il est par contre douteux que ce processus se poursuive en direction d'une abolition totale de l'armée. Car, grâce à une meilleure légitimité, la modernisation et la professionnalisation de l'armée sont facilement acceptées.
- Les personnes qui s'engagent volontairement dans l'armée pour un mauvais salaire seront sûrement plus incompetentes que ceux qui accomplissent aujourd'hui leur service militaire. Puisqu'ils s'engagent volontairement dans l'armée et comptent y rester longtemps, il sera plus facile d'exercer sur eux une forte pression. De tels soldats de milice volontaires super-motivés seraient sans doute plus une menace qu'une garantie pour notre ordre démocratique et constitutionnel. Comme troupe de protection contre des manifestations de gauche, lors du Forum économique mondial, et d'autres

meetings de la même sorte ou lors de visites d'Etat contestées, ils seraient encore moins adaptés que les actuels soldats de milice obligatoire qui ne peuvent pas être engagés lors de tels événements (cf. chapitre 6). Des mesures de répression pourraient être appliquées beaucoup plus durement qu'aujourd'hui.

- Avec des soldats engagés à durée déterminée, les engagements armés à l'étranger seront beaucoup plus facilement menés. C'est aussi ce qu'écrit le PS dans son papier qui se montre relativement peu critique face aux engagements armés à l'étranger. Dans ce contexte, la différence essentielle entre une armée professionnelle et une armée composée de soldats engagés à durée déterminée serait que les engagements d'une armée professionnelle seraient plus chers et fonctionneraient un peu mieux.

Revendications:

La JS ne peut pas s'engager pour le maintien de l'obligation générale de servir, puisque celui-ci n'existe déjà plus; le pourcentage de ceux qui sont engagés dans le service militaire baisse d'années en années et il serait insensé de vouloir stopper ou renverser ce processus. L'obligation de servir est de plus en plus remplacée par une obligation générale à un service. Nous saluons cette évolution. Il est de plus important dans ce processus d'empêcher toute réaffirmation ou professionnalisation de l'armée. Et savoir si quelqu'un doit accomplir son service militaire ne doit pas dépendre des contacts avec des médecins, d'une requête bien formulée ou de la quantité d'argent à disposition pour s'offrir le luxe de ne pas accomplir son service militaire. Nous, jeunes socialistes, demandons que chacun ait le choix d'accomplir son service dans le cadre du service militaire, de la protection civile ou du service civil. La durée de l'obligation de servir, qui est actuellement de 260 jours pour les soldats et de 390 pour les civilistes, doit être réduite à 180 jours pour tout le monde. Les cours de répétition de l'armée sont à abolir pour les simples soldats. Une demie année de service dans la vie de chaque homme est largement suffisante. Il faut compter avec le fait qu'avec la suppression de la discrimination liée à la durée du service, les jeunes hommes accompliront en majorité un service civil; ceci offre des chances pour la société; il ne faut cependant pas que des places de travail régulières soient remplacées par des places de civilistes, mal payées; on ne doit pouvoir opérer un dumping salarial avec le service civil!

Puisque, grâce à la réduction de la durée du service, les APG auront moins de charges à supporter, le montant accordé aux personnes en service militaire ou civile, ou en protection civile, ainsi que les contributions à l'assurance maternité, pourront être augmentés. A court et moyen terme, l'armée ne doit plus accomplir aucun engagement à l'étranger, mais devra être réduite à un centre d'entraînement.

5. En finir avec l'entraînement inutile et le gaspillage du matériel

Indépendamment du fait de savoir comment l'armée sera structurée à l'avenir, il faudra des changements dans le cadre de l'entraînement, la formation et du gaspillage de matériel. Même si une grande partie de la jeune population masculine continuera d'accomplir son service militaire, il faudra des réformes importantes sur les points suivants:

- La forte pression exercée à l'intérieur de l'armée ne sert pas à augmenter la capacité d'action des troupes, mais remplit une fonction sociale; l'éducation

des « simple » soldats à l'humilité face à leurs supérieurs ; la libre expression de son opinion est également très limitée juridiquement. Celui qui conteste un supérieur, doit, selon l'officier, compter avec des sanctions draconiennes, et risque même de passer devant la justice militaire. Elle doit être abolie; comme dans l'économie, les droits et les possibilités de recours des simples soldats face à leurs supérieurs à l'intérieur de l'armée doivent être améliorés. L'école de recrue doit être plus orientée vers la formation; les recrues ne doivent plus être, par une pression « prussienne », éduqués à l'humilité, mais à la discipline, l'application, la pensée autonome et, *last not least*, à la solidarité. Les effets sociaux de l'armée favorisent entre autres la grossièreté intellectuelle, culturelle et morale des jeunes hommes. Certes, les armées sont fondamentalement des institutions barbares, et inadaptées aux peuples de cultures; mais les effets sociaux de l'armée ne devraient plus, en Suisse, être si négatifs. A long terme, la JS veut la démocratisation de l'armée, c'est à dire un fort contrôle démocratique de l'extérieur ainsi qu'une démocratisation à l'interne.

- Le gaspillage de matériel au sein de l'armée est plus que jamais excessif. Des camions font par exemple deux fois 600 kilomètres à vide à travers la Suisse pour utiliser leur quota d'essence. Le gaspillage de munitions ne connaît pas de frontières, car l'utilisation de toutes les rations de munitions est souvent un but en soi. Chaque personne qui y a été peut donner d'innombrables exemples de gaspillage de matériel. Cela doit changer. Tous les encouragements au gaspillage de matériel doivent, dans la mesure du possible être abolis et les cas de gaspillage de matériel devront à l'avenir être sévèrement sanctionnés.

6. Service civil

Dans le cadre de l'armée actuelle, les civilistes sont des idéalistes qui n'échappent pas simplement au « service pour la patrie » en se faisant déclarer inaptes. Non, ils accomplissent le même parcours que toutes les personnes astreintes au service; ils doivent donc être aptes pour avoir le droit de faire du service civil. Depuis la réforme du processus de recrutement, de plus en plus de civilistes potentiels sont déclarés inaptes. La JS critique cette tendance : des personnes qui veulent accomplir un service civil ne doivent pas en être empêchés. Personne n'accompli son service civil par plaisir, mais par conviction. L'attractivité de cette voie est faible : il faut accomplir une fois et demie la durée normale du service, et le processus adéquat est compliqué. La requête écrite avec un examen de conscience final est une chicane qui doit être abolie.

Si l'obligation de servir est maintenue, il convient de faire du service civil une possibilité que l'on puisse choisir librement, mise à égalité avec le service militaire. Ceci signifierait : même rémunération pour une même durée de service que dans l'armée et suppression de toutes les chicanes encore existantes pour les civilistes.

Ceci serait à saluer d'un point de vue économique également. Les dépenses étatiques pour un civiliste sont négligemment faibles en comparaison des coûts du trajet d'un soldat normal.

7. L'armée n'a pas de rôle à jouer dans le secours en cas de catastrophe. Arrêtons le double-jeu.

L'armée suisse cherche à démontrer sa légitimité en assurant une fonction de secours en cas de catastrophe tant sur le territoire national qu'à l'étranger. Elle s'est récemment illustrée tant en intervenant sur des catastrophes naturelles (inondations, chutes de neige, etc...) que sur des missions « humanitaires » effectuées dans d'autres pays. Si nous ne réagissons pas, ces agissements pourraient devenir de plus en plus fréquents. La fonte du pergélisol et les éboulements qu'elle provoque dans notre pays, le réchauffement de la planète, l'augmentation des incendies de forêts dans des zones urbanisées, le tarissement des sources d'eau potable dans d'autres pays, sont autant d'occasions pour l'armée de trouver de nouvelles raisons d'être. Or, l'armée, de par la formation qu'elle octroie, et la prédominance qu'elle donne à l'instruction au combat, ne saurait être un organe de secours valable en cas de catastrophe. Savoir manier la gâchette diffère passablement des gestes du secouriste et des compétences en travaux civils. Ces fonctions sont contradictoires. La part du budget de l'armée attribué uniquement aux secours en cas de catastrophe reste ridicule comparée au budget d'armement. Il n'en demeure pas moins que l'armée utilise massivement cette fonction subsidiaire de secours dans le simple but d'assurer sa légitimité.

Les autorités de secours civiles (pompiers, urgences santé,...) et la protection civile doivent avoir le monopole des engagements en cas de catastrophes, si besoin en disposant de plus de moyens et de matériels adéquats. Les structures de direction de la protection civile doivent être complètement réformées pour être délestées de leurs oripeaux militaires. Les fonctions miliciennes ou professionnelles de pompiers, membres de la protection civiles et de samaritain-e-s doivent être nettement revalorisée avec les moyens dégagés par l'armée.

L'armée ne doit plus assumer aucune tâche de secours en cas de catastrophe ou d'intervention sur l'environnement. Les moyens techniques (machines de chantier, hôpitaux mobiles, hélicoptères de transport, etc...) et les ressources financières y-relatives doivent être transférées aux autorités civiles et à une protection civile restructurée. La protection civile doit être profondément remaniée, partiellement professionnalisée et délestée de ses organes de direction quasi militaires. Elle devra développer des formations appropriées aux secours en cas de catastrophe et collaborer activement avec la Croix-Rouge et les Associations de samaritains pour assurer une meilleure coordination des secours dans toute la Suisse. La protection civile assumera tous les engagements non-liés à la sécurité assumés jusqu'ici par l'armée. Par son intermédiaire, la Suisse se spécialise dans le développement de services de secours en cas de catastrophe. La collaboration avec la Direction du développement et de la coopération est étroite. Les statuts de membre de la protection civile, des corps de sapeurs-pompiers et autres secouristes pourront ainsi être revalorisés avec les moyens dégagés par la suppression de tâches de l'armée suisse.

8. Engagements pour la « sécurité intérieure »

En l'absence d'une réelle menace militaire, l'armée suisse s'est ces dernières années de plus en plus cherché des nouveaux terrains d'action, pour justifier ses coûts gigantesques. La nouvelle organisation annoncée d'armée XXI sur la protection de l'espace et des objets à l'intérieur de la Suisse montre qu'on attribue surtout des tâches policières à l'armée. Les chiffres sont clairs : en 2001, il n'y avait que 56'081 jours de service passés à des engagements à l'interne, alors qu'il y en a eu 282'164 en 2004. On ne peut que dans de très rares cas parler de situation de danger extraordinaire, comme le prévoit la constitution comme condition pour engager l'armée à l'intérieur du territoire national.

La JS refuse clairement cette militarisation de la sécurité intérieure, et ceci pour plusieurs raisons. Fondamentalement, il faut rappeler que l'introduction de la logique militaire « ami vs ennemi » dans la vie civile ne peut être que dommageable pour une Suisse ouverte et démocratique. Cela vaut en particulier en cas d'engagement de soldats lors de manifestations: si des gens, qui descendent dans la rue pour leurs revendications, ou pour exprimer leur désobéissance civile, ne sont considérés que comme un danger pour la sécurité intérieure et combattu avec des moyens militaires, il y a lieu de dire qu'une soupape, nécessaire à la survie de la stabilité de notre démocratie, a sauté.

Les soldats de milice suisse sont insuffisamment formés pour des engagements pour la « sécurité intérieur » qui peuvent être violents. C'est un danger pour la sécurité publique que ces personnes se retrouvent simplement une arme dans les mains et soient placés par exemple devant une ambassade, car personne ne sait comment ils réagiraient en cas de menace sérieuse. Et l'on ne peut finalement pas justifier vis-à-vis de ces soldats qu'ils soient, dans le cadre de leurs obligations militaires, forcés non seulement de défendre le pays face à l'extérieur mais aussi de réagir contre leurs propres concitoyennes et concitoyens, en usant si nécessaire de la violence.

Pour toutes ces raisons, la JS Suisse exige l'interdiction des engagements de l'armée pour la « sécurité intérieure ». Car, dans le cours des discours internationaux de plus en plus agressifs sur la sécurité intérieur, ces engagements sont, sans aucune discussion, de plus en plus utilisés. La peur des gens des attaques terroristes ne doit pas être utilisée pour démanteler à la liberté des droits péniblement acquis.

9. Une politique étrangère pacifiste

Il faut en premier lieu constater qu'actuellement, la plus grande partie des moyens engagés par la communauté internationale pour la résolution des conflits sont des moyens militaires. La JS considère qu'il y a lieu d'augmenter massivement les moyens civils mis au service de la résolution de conflits, que ceux-ci soient locaux ou impliquent plusieurs Etats. Les voies civiles (actions de diplomatie, de médiation, etc) sont insuffisamment explorées, alors que le recours à des actions militaires se fait beaucoup trop rapidement, et à beaucoup trop grande échelle.

Nous demandons donc que la diplomatie suisse privilégie, partout où cela est possible, la résolution des conflits par des voies purement civiles et diplomatiques. Nous attendons également du gouvernement suisse qu'il investisse ses moyens financiers à une résolution non militaire des conflits.

La Suisse ne peut approuver des engagements militaires pour le maintien de la paix en cas de situation d'urgence que s'ils sont soutenus par une majorité des Etats membres de l'ONU et qu'ils ont lieu sous contrôle de l'ONU. La JS refuse strictement tout engagement de l'armée suisse hors d'un mandat de l'ONU. La JS se reconnaît dans la neutralité militaire de la Suisse. Nous pouvons sur le principe accepter un engagement volontaire de soldats suisse dans le cadre de missions de l'ONU pour le maintien de la paix car ils ne contreviennent pas au principe de la neutralité militaire.

La JS Suisse exige l'interdiction de l'exportation d'armes pour les entreprises suisses. La Suisse ne doit en aucune manière participer à l'armement mondial et ne doit pas économiquement en profiter. Elle doit au contraire s'engager pour une politique de désarmement et de détente au niveau mondial.

La JS demande l'introduction d'un service civil général pour la paix. Les suissesses et les suisses pourront ainsi s'engager pour une résolution civile des conflits au niveau mondial et contribuer à la paix.

10. L'armée et l'économie

Beaucoup de régions périphériques sont encore liées économiquement à l'armée. Dans les régions qui cherchent à se développer, comme par exemple une partie de la Suisse centrale, le *Hinterrheintal*, l'Oberland bernois et d'autres régions, la présence de l'armée créait jusqu'à peu de nombreuses activités économiques et assurait un revenu aux collectivités locales.

Ce n'est pas seulement le démantèlement de l'armée dans le cadre d'armée XXI qui a touché ces régions, mais aussi le démantèlement du service public en général et la privatisation des anciennes régies sous monopole qui a coûté de nombreuses places de travail. De plus, il y a souvent dans les régions concernées de nombreuses branches, qui ont dans tous les cas à combattre de gros problèmes structurels, comme par exemple la branche du tourisme ou l'agriculture et l'économie forestière dans les régions de montagne.

De nombreuses places de travail ont été ou seront perdues. Avant une nouvelle réduction de l'armée, ou même sa suppression, il faudra donner des garanties claires aux régions périphériques et assurer pour l'avenir des places de travail. Il ne faudra

pas mettre en place un plan social pour les seuls employés de la confédération, mais pour les entreprises locales sous-traitantes.

La suppression tout comme une nouvelle réduction de la taille de l'armée nécessitera la mise à disposition d'énormes moyens financiers. Ces moyens devront au moins en partie [répondre] aux demandes ciblées des régions périphériques concernées. Il ne faudra pas seulement amortir socialement la suppression de places de travail dans l'armée et l'industrie d'armement; grâce à un programme d'investissements publics il faudra créer de nouvelles places de travail dans ces régions. Le tourisme respectueux de l'environnement devra être développé, lié à la création d'un nouveau parc national et une meilleure connexion des régions périphériques aux transports publics.

La suppression de l'armée ne peut être un succès que si les régions et les domaines d'activités fortement liés à l'armée se voient proposer une réelle alternative. Ceci est également central pour faire passer et appliquer notre revendication politique.

L'armée et l'économie se trouvent depuis longtemps dans une relation harmonieuse et symbiotique. L'armée est dirigée par les personnes qui possèdent des grandes entreprises dans la vie civile. Le complexe militaro-industriel fournissait jusque dans les années 80 du travail à de nombreuses personnes ; à cette époque, plus de la moitié des moyens investis pour la création de travail partait dans l'achat d'armement supplémentaire. Les dépenses d'armement sont toutefois, au contraire des investissements dans les infrastructures de transports publics ou dans la formation, « improductifs ». Les investissements dans l'armement n'apportent aucun avantage pour l'économie publique.

Une suppression de l'armée non seulement soulagerait considérablement le budget de l'Etat, mais ferait fortement descendre les coûts économiques liés au budget de l'armée. Une suppression de l'armée est urgemment nécessaire non seulement pour des motivations pacifistes, mais les réflexions économiques parlent également pour une suppression immédiate de l'armée.

11. Conclusion

Jusqu'à peu, aucun pays en Europe ne dépensait par habitant autant d'argent que la Suisse à des fins militaires. Depuis les années 80, la JS s'engage pour la suppression de l'armée. L'armée était autrefois considérée comme une « vache sacrée » ; aujourd'hui, de nombreux cercles de la population considèrent que l'armée dans sa forme actuelle est dépassée. C'est pourquoi la tête de l'armée lui cherche de nouvelles tâches, pour lui redonner une légitimité. L'armée suisse n'a pas d'avenir, car elle n'a aucune raison d'être. Depuis dix ans, même les cadres de l'armée et quelque bourgeois le voient. C'est pourquoi il y a des mesures d'économies au DDPS dans le cadre des plans d'épargne généraux. Dans le même temps, l'armée recherche fiévreusement quelque chose d'utile à faire, que ce soit en politique intérieure ou extérieure ; la JS refuse que l'armée reçoive de nouvelles missions.

Au contraire du PS, la JS refuse catégoriquement les engagements militaires de l'armée suisse. En tant qu'internationalistes, nous voulons naturellement que la Suisse contribue à la sécurité collective mondiale ; l'armée ne doit cependant pas devenir un instrument de politique extérieure. Au lieu de cela, la Suisse doit mettre sur pieds une troupe civile, engageable dans le monde entier, d'intervention en cas

de catastrophes naturelles. Elle doit réellement mettre plus d'argent dans l'aide au développement. Elle doit aussi abandonner son secret bancaire, qui soustrait chaque année aux pays en voie de développement (et pas seulement à eux) des milliards de francs d'impôts et qui nuit également aux travailleur-euse-s salarié-e-s suisses. Là-dessus, la Suisse doit s'engager activement pour une politique internationale de paix et pour la compréhension entre les peuples.

12. Revendications de la JS

Revendications à long terme

- Suppression de l'armée (en tenant compte des problèmes économiques des régions périphériques)
- Création d'un service civil pour la paix
- Interdiction d'exporter du matériel de guerre
- Mise en place d'un corps de secours en cas de catastrophes
- Augmentation des moyens mis pour une résolution civile des conflits
- Répartir la richesse de manière plus juste au niveau mondial

Revendications à court terme

Aussi longtemps que l'armée sera maintenue, la JS exige :

- Le libre choix entre service civil et militaire
- La suppression de « l'examen de conscience » et une même durée pour le service civil et militaire
- La suppression de la justice militaire
- Interdiction d'engager l'armée pour la sécurité intérieure